France Rila

ЗаДаОстанеПРИРОДА ®

Франция Рила

ЗаДаОстанеПРИРОДА ®

Coalition des organisations non gouvernementales

AGISSONS POUR UNE NATURE PÉRENNE EN BULGARIE

www.forthenature.org

APPEL D'AIDE DE LA BULGARIE

LES LACS SACRÉS DE RILA SONT EN DANGER

www.france-rila.fr

Parc national de Rila

Des montagnes spectaculaires, de grandes forêts séculaires, et des lacs aux eaux claires font du parc national de Rila l'un des derniers bastions où une véritable « évasion sauvage » est possible en Europe.

Un paradis de la faune et de la flore.

Le parc national de Rila est un des plus grands parcs nationaux d'Europe et constitue la chaîne de montagne la plus élevée des Balkans. Rila possède certains des écosystèmes forestiers les plus préservés d'Europe, et reste encore aujourd'hui pratiquement vierge de tout impact humain. 95% de la surface du parc sont ainsi couverts par des arbres qui atteignent 90 ans en moyenne. Les montagnes de Rila sont l'un des sanctuaires de la flore et faune montagnarde Européenne.

Plantes endémiques et espèces protégés

Les plantes endémiques se comptent au nombre de 75, dont 3 locales, 18 présentes en Bulgarie uniquement et 36 autres, communes pour la péninsule des Balkans. On compte 74 espèces de végétation de l'époque glacière et 31 du tertiaire. 141 plantes médicinales, 233 espèces de champignons et 130 espèces d'algues.

Le parc national de Rila est habité par 2934 représentans de l'espèce des invertêbrés et 172 des vertêbrés (dont 121 protégés). Ici se trouvent aussi 99 espèces d'oiseaux dont 94 protégées.

Histoire et importance du Parc National de Rila

Le parc national de Rila acquiert son statut de parc national en 1992. Ses débuts sont en revanche posés en 1933 lorsqu'apparaît la réserve naturelle de Parangalitza. Il abrite la plus grande des réserves naturelles bulgares – Réserve Centrale de Rila (12 393ha).

Le parc national de Rila a une importance au niveau européen. Il est, en effet, l'un des plus précieux et vastes territoires protégés en Europe.

Le parc et ses 4 réserves sont inclus dans la Liste des territoires protégés représentatifs de l'ONU. Les réserves naturelles Parangalitza et Réserve Centrale de Rila font partie du réseau mondial des biosphères dans le cadre du programme « Homme et biosphère » d'UNESCO.

Parc national de Rila, Biodiversité :

Le Parc dans ses limites actuelles était l'un des premiers territoires inclus dans le réseau Nature 2000 ; le contraire aurait été tout simplement absurde. En effet, la montagne de Rila est le plus haut massif des Balkans ; elle se distingue non seulement par ses 120 lacs dont la plupart sont d'origine glaciaire, mais surtout par la biodiversité de ses écosystèmes pratiquement intacts.

Le Parc fut institué pour assurer la protection de 60 types d'habitats selon la classification CORINE (élaborée dans le cadre du Projet de la CE CORINE BIOTOPS). Parmi eux, 11 sont protégés en application des critères de la Résolution n°4 de la CEE (06/12/96), 18 selon l'Annexe n°1 de la Directive 92/43 du Conseil de la CEE (21/05/92) ; ils figurent donc sur la Liste des habitats menacés qui nécessitent une protection spéciale.

Le Parc compte 1 400 espèces végétales dont 57 espèces endémiques, 105 reliques du tertiaire et du glaciaire, 130 espèces d'algues d'eau douce ; de tous ces végétaux, 98 sont inscrits dans le Livre rouge bulgare, 9 dans la Liste rouge de l'Union Internationale de protection de la nature (IUCN), 6 dans la Liste européenne (E/ECE/1249), 7 dans la Convention de Bern, et 5 dans la Directive 92/43 de la CEE.

Quant à la faune, la diversité des habitats fait de Rila l'un des territoires protégés les plus importants en Bulgarie aussi bien qu'en Europe.

Ainsi, le nombre des espèces d'invertébrés s'élève à 2934, dont 242 endémiques et 13 menacées d'extinction. La classe des vertébrés est représentée par 5 espèces de poissons, 20 espèces d'amphibiens et de reptiles, 99 espèces d'oiseaux (la montagne est connue pour sa population de rapaces) et 48 espèces de mammifères. 24 des espèces de vertébrés de Rila figurent dans le Livre rouge mondial comme étant en voie de disparition à l'échelle planétaire.

Mais ce trésor naturel est menacé par des projets d'infrastructures touristiques qui violent toutes les conventions citées.

C'est là qu'intervient France-Rila.

Massacre à Rila

Extrait d'une lettre de la coalition des associations écologistes bulgare
Agissons pour une nature pérenne en Bulgarie
Traduction en français et mise en ligne sur internet par l'association **France-Rila**

texte complet :
http://la-bulgarie.fr/blog/bulgarie/parc-naturel-de-rila-en-bulgarie-internationalisation-du-combat/

A Europol
A l'attention des députés membres du Groupe des Verts au Parlement Européen

Copie :
A l'Agence Nationale de lutte contre le crime organisé
A M. le Procureur général de la République de Bulgarie
Au Ministère des Finances
A l'Agence de lutte contre la fraude fiscale et le blanchiment d'argent
A tous les médias

Mesdames et Messieurs,

Les institutions que vous représentez sont notre dernier recours.

Par la présente, nous vous faisons parvenir des preuves concernant d'une part, des constructions illégales /dans le Parc National de Rila et les Rhodopes/, d'autre part, l'abstention délictueuse et le trafic d'influence pratiqués par les représentants des institutions compétentes en Bulgarie. Nous attirons votre attention sur les faits suivants :

Quelques sociétés off-shore dont les propriétaires et l'origine des capitaux restent à ce jour inconnus, créent des filiales en Bulgarie lesquelles entrent en sociétés d'économie mixte avec trois communes bulgares : Sapareva bania et Samokov à côté de Rila, et Smolian dans les Rhodopes. Ces trois communes tombent dans le centre d'intérêts des sociétés mentionnées qui ont des projets d'investissements dans trois énormes stations de ski : Super Borovets et Super Panitchichte à Rila, Centre de sport et de tourisme Perelik dans les Rhodopes. Via leurs filiales et les sociétés d'économie mixte, les sociétés off-shore disposent, illégalement et contre l'intérêt public, de milliers d'hectares de terrains et de forêts qui sont la propriété de l'Etat et des communes ; les dommages de ces opérations sont estimés à plusieurs centaines de millions d'euros.

(…)

Mesdames et Messieurs,

Nous vous prions d'ouvrir une enquête sur les auteurs des crimes décrits plus haut et de communiquer ses résultats au Commissaire de la Justice au sein de la Commission européenne. Nous espérons que la Commission prendra les mesures nécessaires contre le gouvernement bulgare, sans craindre d'aller jusqu'à la suspension du financement, autrement très attendu, de la Bulgarie par les fonds structurels européens. Dans le cas contraire, le crime organisé détruira le patrimoine naturel du pays, probablement en profitant de ce même financement européen au préjudice de la Bulgarie. Les faits mêmes, révélant les nombreux crimes et délits commis impunément par les « investisseurs » avec la collaboration active des institutions, du gouvernement et de la justice, mettent en doute la bonne gestion du financement européen ; à la lumière de ces faits, le détournement des fonds par l'oligarchie paraît inévitable. Nous protestons contre le renforcement du crime organisé par l'argent des contribuables européens dont nous faisons partie.

Coalition d'ONG « Pour que la nature demeure en Bulgarie »

…

30/11/2007

Pour la Coalition :

Konstantin Ditchev

Direction Ressources naturelles

« Balkans Verts », Bulgarie e-mail : kditchev@greenbalkans.org
www.greenbalkans.org

Machine de chantier stationnée derrière un panneau précisant que ce lieu est un parc naturel protégé...

Travaux illégaux

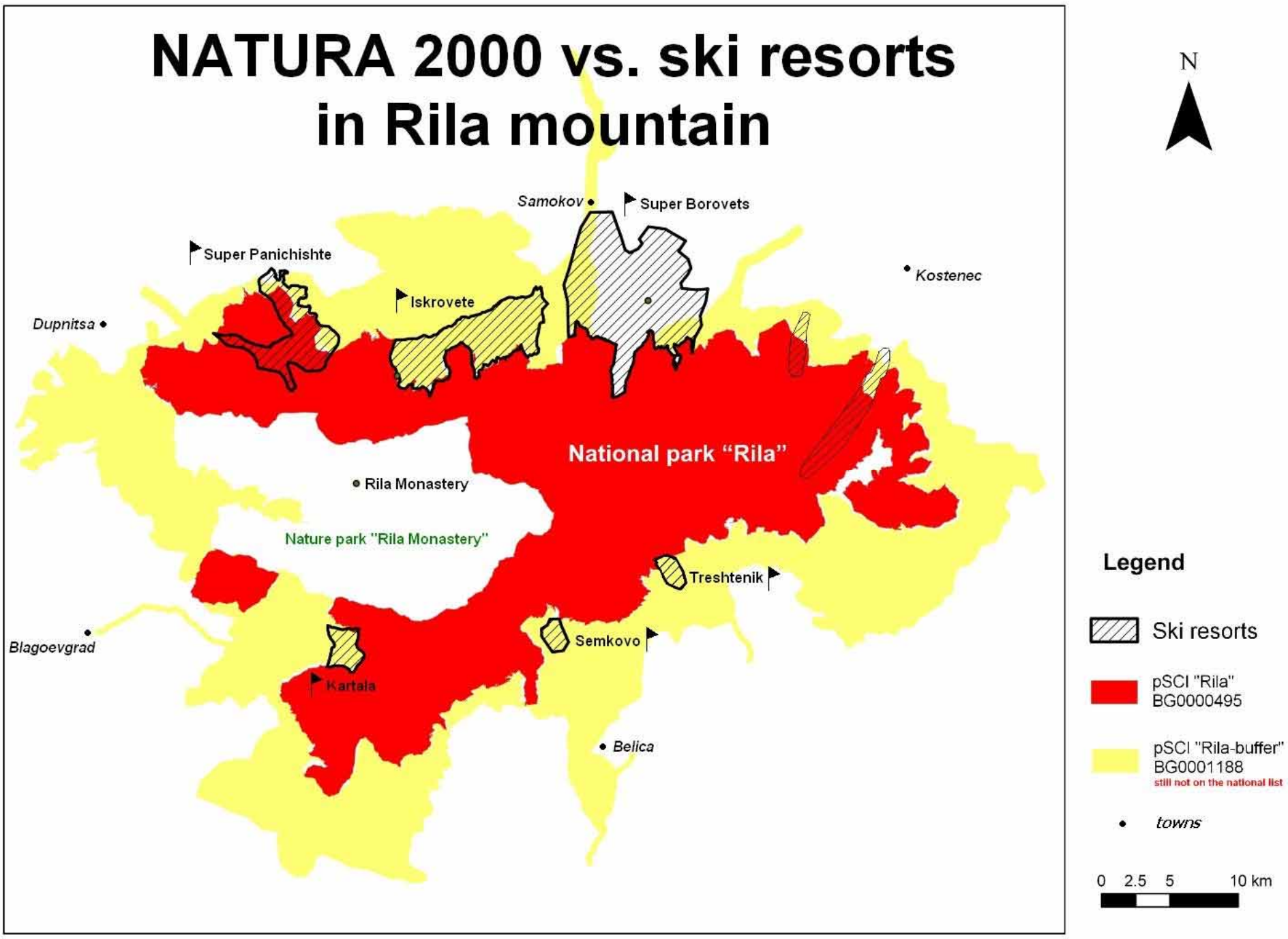
La rénovation d'une route a été approuvée illégalement par la municipalité de Sapareva bania : absence d'étude d'impact environnemental. Cette route, de plus, est agrandie bien au-delà de ce qui était prévu. Pour dire vite, un chemin de montagne est transformé en autoroute. Comme si ce n'était pas déjà trop, le tracé ne respecte pas l'original et se permet des détours dans des zones protégés. La finalité est de permettre la construction d'une station de ski dans les zones élevées du parc. Les écologistes se sont procurés les plans, ces derniers sont en grande infraction avec les limites du parc. Le maire prétend ne rien savoir.

Des forêts ancienne d'espèces rares font l'objet de coupe claire. Le maire prétend qu'il s'agit là de coupe feu. Par extraordinaire, ils sont exactement aux endroits prévus pour les pistes de ski...

Les écologistes bulgares agissent courageusement. Tout porte à croire qu'ils font face à la mafia russe. Cet aspect est relativement documenté mais je n'entrerai pas dans le détail ici. Je suggère au lecteur de se rendre sur le site de notre association www.france-rila.fr. Dans la page « Nouvelles » vous pourrez visionner le Zoom Europa que nous avons enregistré et mis en ligne à la demande des écologistes bulgare. Ce document de six minutes est parlant. On y apprend notamment que les écologistes se font agresser lors de manifestations pacifiques, en présence de la police qui ne bouge pas. Quand au responsable du service environnement de l'union européenne, il semble d'une mollesse inquiétante.

Nous pensons pouvoir agir sur cette situation par la création d'un outils de communication sur mesure. Nous créerons bientôt un nouveau média électronique trilingue nommé : **Espoir**.

Projets illégaux



L'entrée en janvier 2007 de la Bulgarie dans l'union européenne a livré les espaces naturels à la surenchère de projets illégaux destinés à fructifier la manne touristique. Pour ce qui est de l'origine des capitaux et du rôle de l'état dans la protection de l'intérêt général… il semble que les hypothèses les pires soient les plus vraisemblables.

Par bonheur, une poignée d'écologistes agissent avec une constance et un courage qui force l'admiration. Ils manifestent régulièrement devant des bâtiments officiels avec du coton dans les oreilles pour se moquer du gouvernement qui refusent d'entendre. Ils mobilisent les médias nationaux et internationaux. Ils écrivent aux institutions européennes pour dénoncer des violations de convention et pour réclamer de l'aide. Le gouvernement et les autorités chargées de faire respecter les lois se refusent tout simplement à ouvrir des enquêtes.

Le 27 octobre 2007, lors d'une manifestation pacifique, des militants écologiques se sont fait agresser par 35 hommes, sous les yeux de la police qui n'a pas bougé. Une militante a été hospitalisée pour traumatisme crânien. L'un des agresseurs lui a violement projeté la tête contre une voiture. La police n'ouvre pas d'enquête.

Cette militante blessée, à sa sortie de l'hôpital, est retournée sur place avec la presse nationale. Puis elle a réussi à faire venir les équipes de l'émission Zoom Europa. Vous la découvrirez sur la vidéo précédemment mentionnée, sur le site de France-Rila.

Dix huit associations écologistes se sont unies en une coalition « Agissons pour une nature pérenne en Bulgarie. (Logo ci-dessous)

La défense du par de Rila est l'une des nombreuses actions qu'ils mènent. Pour plus de détails, regardez le site de la coalition : **www.forthenature.org.**

La coalition a lancé un appel d'aide au monde (extrait page suivante). Nous l'avons reçu, traduit, relayé. C'est en réponse à cet appel que l'association France-Rila s'est constituée. Nous existons officiellement depuis le 21 décembre 2007, date de dépôt de nos statuts. Nous sommes inscrits au journal officiel en tant qu'association loi 1901.

Nous avons commencé notre action en traduisant les informations disponibles en français. Nous avons réalisé la quasi-totalité de ce qui est disponible en français sur le site de la coalition. Certains articles réalisées en français à partir de sources non traduites ont même été traduits en anglais puis en bulgare. Nous tenons de plusieurs sources que les écologistes bulgares se sentent renforcés d'avoir un soutient en France.

La photo en bas à gauche présente une militante écologiste en train de replanter un arbre sur le lieux même des travaux et des agressions. En première page de notre site internet, nous avons placé un mot d'encouragement en bulgare à l'intention de ces personnes que nous admirons.

ЗаДаОстанеПРИРОДА

France – Rila
124, route du Suzon
38260 BOSSIEU

France.rila@gmail.com

APPEL D'AIDE DE LA BULGARIE

Annexe 1 à la lettre au Président de la République française

ЗаДаОстанеПРИРОДА ®
Coalition des organisations non gouvernementales
AGISSONS POUR UNE NATURE PÉRENNE EN BULGARIE
www.forthenature.org

APPEL D'AIDE DE LA BULGARIE

LES LACS SACRÉS DE RILA SONT EN DANGER

Chers amies et amis,

Durant les dernières années, la plus précieuse richesse nationale de Bulgarie, la nature bulgare, a souffert de terribles ravages. Dans le contexte du réchauffement climatique planétaire et de la crise écologique qui menace le monde, détruire sans scrupules les ressources naturelles les mieux préservées de Bulgarie, ainsi que ses trésors de biodiversité, est un acte barbare d'une irresponsabilité scandaleuse. Les crimes contre la nature si massivement pratiqués en Bulgarie privent la population et l'économie locale de leur chance de connaître un développement durable. De plus, ils menacent la santé des habitants et la diversité biologique de l'Europe dans son ensemble. Après avoir massacré le superbe littoral de la Mer Noire bulgare pour le transformer en une interminable plate-forme de béton, les investisseurs veulent faire de même avec nos montagnes magnifiques.

Plus de 12 projets de grandes stations de ski sont déjà connus des organisations de protection de l'environnement. La plupart d'entre eux prévoient des constructions dans des territoires protégés contenant des écosystèmes précieux, des forêts centenaires, des zones aquifères d'importance majeure dans le cycle européen de l'eau potable. Certains de ces projets frisent l'absurde car ils concernent des zones à enneigement annuel extrêmement faible.

Face à l'extrême complexité et à la gravité du problème, 17 organisations non gouvernementales bulgares se sont unies dans la coalition AGISSONS POUR UNE NATURE PÉRENNE EN BULGARIE et s'organisent pour lutter efficacement contre ces crimes qui menacent la nature et la société. L'amer constat des écologistes est qu'à ce jour, de nombreux membres du gouvernement et des municipalités bulgares, par leurs actions ou par leur inaction, ont contribué avec enthousiasme aux projets douteux des investisseurs.

Actuellement, le cas le plus préoccupant est l'avancement des travaux illégaux dans le cadre d'un projet de station de ski mégalomane (Panitchichte – les Sept lacs de Rila – le pic Kaboul) ; la construction s'effectue sur le territoire du Parc National de Rila. (NATURA 2000 ZONE "Rila" BG0002055) et dans une zone limitrophe (NATURA 2000 ZONE "Rila-buffer" BG0001188). Cette dernière a même été exclue du réseau NATURA 2000 en raison de nombreux projets d'investissement.

Si nous ne contrecarrons pas ces projets, Rila connaîtra le sort de Bansko où la station de ski a été illégalement agrandie sur le territoire du Parc National de Pirin, au prix de dommages écologiques irréversibles : érosion incontrôlable, disparition de forêts centenaires composées d'essences rares, ravinement de terrain à grande échelle, destruction du biotope de nombreuses espèces en voie de disparition, fragmentation de l'écosystème, inondations dans les villes voisines de Bansko et Razlog, pénurie d'eau potable dans de nombreux villages. Si nous n'agissons pas aujourd'hui, la même chose se reproduira à Rila : les arbres seront rasés, des constructions pharaoniques anéantiront les écosystèmes, et c'est alors seulement qu'on commencera à se poser des questions.

A présent, nous avons besoin de votre aide pour pouvoir agir plus rapidement et plus efficacement afin de sauver les lacs sacrés et la merveilleuse nature de Rila. Nous avons besoin de votre aide, de vos conseils et de votre soutien moral. Partagez avec nous vos expériences dans de telles circonstances et prenez part à nos groupes de travail...

Nous nous consacrons sincèrement à cette tâche car nous mesurons pleinement à quel point il est important de préserver ces lieux formidables de notre planète pour l'humanité actuelle et future.

Nous vous souhaitons une radieuse journée !

Sincèrement,

L'équipe de AGISSONS POUR UNE NATURE PÉRENNE EN BULGARIE

Contacts: contact@forthenature.org, cveta.hristova@gmail.com, blueprints@abv.bg

Ce texte signé par la coalition des associations bulgare a été écrit par Nelly, puis traduit par France-Rila.

Association France – Rila
124, route de Suzon
38260 BOSSIEU
courriel : france.rila@gmail.com
http://www.france-rila.fr

LETTRE
DE LA COALITION « AGISSONS POUR UNE NATURE PERENNE EN BULGARIE »

à Europol
à l'attention des députés membres du Groupe des Verts au Parlement Européen

Copie :
à l'Agence Nationale de lutte contre le crime organisé
au Procureur général de la République de Bulgarie
au Ministère des Finances
à l'Agence de lutte contre la fraude fiscale et le blanchiment d'argent
à tous les médias

Le 30 novembre 2007

Mesdames et Messieurs,

Les institutions que vous représentez sont notre dernier recours.

… Par la présente, nous vous faisons parvenir des preuves concernant d'une part, des constructions illégales /*dans le Parc National de Rila et les Rhodopes*/, d'autre part, l'abstention délictueuse et le trafic d'influence pratiqués par les représentants des institutions compétentes en Bulgarie. Nous attirons votre attention sur les faits suivants :

Quelques sociétés off-shore dont le(s) propriétaire(s) et l'origine des capitaux restent à ce jour inconnus, créent des filiales en Bulgarie lesquelles entrent en sociétés d'économie mixte avec trois communes bulgares : Sapareva Bania et Samokov à côté de Rila, et Smolian dans les Rhodopes. Ces trois communes tombent dans le centre d'intérêts des sociétés mentionnées qui ont des projets d'investissement dans trois énormes stations de ski : Super Borovets et Super Panitchichte à Rila, Centre de sport et de tourisme Perelik dans les Rhodopes. Via leurs filiales et les sociétés d'économie mixte, les sociétés off-shore disposent, illégalement et contre l'intérêt public, de milliers d'hectares de terrains et de forêts qui sont la propriété de l'Etat et des communes ; les dommages de ces opérations sont estimés à plusieurs centaines de millions d'euros.

Voici les sociétés en question :

1. Rilstone Trading Business Corporation, domiciliée en Grande Bretagne ; elle possède 99% des capitaux de Rila Sport (BULSTAT 131228889) ainsi que 76% de ceux de Atomic Invest (BULSTAT 109531195), société d'économie mixte avec la commune de Sapareva Bania.
2. Hanap Investments and Finance SA, domiciliée aux Iles Vierges britanniques ; elle détient 100% des capitaux de Mount Forest SARL (BULSTAT 131434871).
3. Equest Partners Limited, domiciliée en Grande Bretagne ; elle est propriétaire de 100% des capitaux de Equest-Bulgarie (BULSTAT 131147857).

Shapiro Investments Limited, domiciliée à Chypre ; propriétaire exclusif de Bk Project (BULSTAT 131421030) qui tient à son tour 50% des capitaux du Centre de sport et de tourisme Perelik (BULSTAT 120575422).

Exposition des faits :

Constructions illégales.

La société d'économie mixte Atomic Invest où entrent la commune de Sapareva Bania et la société off-shore Rilstone Trading Business Corporation, commet impunément de graves infractions à la loi en construisant sur le territoire du Parc National de Rila, et ceci depuis 4 mois ! (V. annexe 1.)* Aussitôt après le début des travaux illicites, la coalition de différentes ONG a saisi le Parquet et le Ministère de l'Environnement et des Eaux. (V. annexe 2.) Trois mois déjà les autorités compétentes n'accomplissent pas les actes de leur fonction, laissant ainsi la commune et la société off-shore enfreindre impunément non seulement 6 lois bulgares, mais aussi les deux directives européennes des oiseaux et des habitats. Et qui plus est, le financement de ces constructions se fait avec de l'argent public qui provient du Ministère du Développement régional et probablement des fonds d'adhésion de l'UE.

Transactions illégales contre l'intérêt public, ayant pour objet des biens immobiliers, propriété de l'Etat et des communes.

Ventes.

Il y a deux ans, la société Rila Sport a acheté 20 ha de terrains situés au village de vacances Panitchichte qui dépend de la commune de Sapareva Bania, au prix dérisoire d'environ 7 euros le m^2. A cette époque, le m^2 de terrain à Panitchishte coûtait à peu près 80 euros. Aujourd'hui, la société vend sur plan des appartements au prix de 1 300 euros le m^2. (V. annexe 3.)

En novembre 2006, le ministre de la Défense a vendu à la Mount Forest SARL 13,6 ha constructibles sur le territoire de la commune de Sapareva Bania au prix de 3,6 euros le m^2, alors que le prix réel aurait dépassé les 60 euros pour un m^2. (V. annexe 4.) Mount Forest est elle aussi une société off-shore qui, au moment de la transaction, était représentée par le futur gérant de Rila Sport SA Slaveiko Vassilev Staïkov.

En décembre 2006, c'est toujours le ministre de la Défense qui a vendu, cette fois à Rila Sport, un autre lot de 13,8 ha sur le territoire de la commune de Doupnitsa au prix de 1,8 euros le m^2. Une circonstance intéressante : dans les deux cas, la société Albron SARL a participé aux enchères juste pour perdre successivement face à Mount Forest et à Rila Sport. Ce qui est également intéressant, c'est que quelques mois après, Mount Forest a vendu à Rila Sport les 13,6 ha qu'elle avait achetés au Ministère de la Défense, avec les constructions existantes, presque au même prix qu'à la première transaction. Mais ce qui est le plus intéressant, c'est que de son côté, Rila Sport a aussitôt hypothéqué le terrain acquis pour une somme quatre fois plus élevée que le prix d'achat. (V. annexe 5.)

Ce n'est pas par hasard que Rila Sport, gérée par Slaveiko Staïkov, a la même adresse postale, à un étage près, que la société Fina 5 qui a pour conseiller juridique Ioulia Tsvetkova Tsvetkova ; gérante de Mount Forest SARL, Tsvetkova a donné pouvoir à Staïkov de représenter cette dernière société dans la transaction avec le Ministère de la Défense. Le fait que Slaveiko Vassilev Staïkov a également représenté Rila Sport lors du deuxième achat de terrains à Sapareva Bania suggère que les deux sociétés off-shore – Rila Sport et Mount Forest – ont le même propriétaire en Grande Bretagne. Pourquoi cette personne se cache-t-elle derrière des sociétés off-shore ? S'agirait-il d'un blanchiment d'argent ? Si c'est le cas, quelle activité illégale serait-elle à son origine ? Pourquoi le gouvernement bulgare permet-il que des cas d'investissements à l'origine et au propriétaire inconnus nuisent à la réputation de la Bulgarie en Europe ? Pour quelle raison le ministre de la Défense et le maire de Sapareva Bania ne demandent-ils pas d'information sur les sociétés off-shore à l'Agence de lutte contre la fraude fiscale et le blanchiment d'argent, comme le postule l'art.3(1) de la loi du même nom ? Pourquoi le Parquet n'a-t-il pas entamé une action en justice qui demande la cessation de l'activité des sociétés susdites pour cause de violation de l'art.155(2) de la même loi ? Une autre question se pose, celle de savoir si la vente aux enchères des terrains par le ministre de la Défense est conforme à la loi ; n'est-il pas curieux que dans les deux procédures, les sociétés gagnantes avaient un seul et même concurrent qui, de toute évidence, jouait dans l'affaire le rôle de société interposée ?

Ce sont là des questions dont nous aurions du mal à trouver les réponses si, par leur comportement, les institutions bulgares concernées ne nous montraient clairement qu'elles se sont ouvertement engagées dans une course, par actes comme par abstention d'agir, aux abus de biens sociaux au profit des « investisseurs ». Bien que le Parquet et le Ministère de l'Environnement et des Eaux en aient été saisis, malgré les nombreuses protestations des militants écologistes de la coalition « Agissons pour une nature pérenne en Bulgarie », la construction illégale dans le Parc National de Rila se poursuit en ce moment même. Les représentants des institutions s'abstiennent toujours d'agir, refusant d'accomplir leurs fonctions.

Restitution illégale de forêts à la commune de Sapareva Bania, suivie de leur apport dans une société d'économie mixte.

La commune de Sapareva Bania est-elle réellement la propriétaire des forêts dans la région de Panitchichte ? Un arrêt du Service communal de l'Agriculture et des Forêts a « restitué » à Sapareva Bania « ses forêts communales » en violation de la Loi de restitution des terrains et forêts faisant partie du fonds forestier /*l'une des lois qui annulent la nationalisation communiste des années 40-50*/, et malgré le fait qu'il n'y avait jamais eu de forêts communales à Panitchichte.

…

La commune de Sapareva Bania a transformé une partie des centaines d'hectares de forêts qui lui avaient été illégalement restituées, en apport en nature pour créer, avec Rila Sport, une société d'économie mixte nommée Atomic Invest. Il est à remarquer que la commune a apporté des biens dont la valeur, estimée en gros, s'élève à plusieurs millions d'euros, alors que Atomic Invest a un capital de 2 500 euros seulement. Mais ce qui est encore plus révoltant car absurde et au fond criminel, c'est la répartition des parts sociales : la commune de Sapareva Bania en détient 24%, tandis que Rila Sport qui n'a apporté que les 2 500 euros de capital initial, en détient 76% ! Le cas de la société off-shore Equest et de la commune de Samokov (v. annexe 6) est tout à fait pareil, ainsi que celui de la commune de Smolian et du Centre de Sport et de Tourisme Perelik (v. annexe 7). Dans les trois cas, le même schéma est à l'œuvre. On monte des sociétés d'économie mixte qui ont pour objet la construction de téléphériques et d'autres installations sur les terrains apportés par les communes, qui feront grimper jusqu'à cent fois la valeur des stations d'hiver où seront construits des hôtels. Entre-temps, les communes vendent à leurs « partenaires » off-shore – à des prix dérisoires – les terrains en question nécessaires à la construction des hôtels. Actifs et passifs se répartissent de la manière suivante : les communes gardent pour elles les dettes et un pourcentage minimal des futurs béné-

fices, alors que les sociétés off-shore se réservent la propriété des stations mêmes dont elles ont acheté les terrains à un prix dérisoire, et un grand pourcentage des installations construites.

En réalité, la Cour /*de cassation*/ a « restitué » à la commune des forêts qui ne lui ont jamais appartenu ! Ainsi, d'une manière criminelle, la justice a causé des dommages à l'Etat au profit d'une tierce personne qui s'avère par la suite être une société off-shore (après l'apport des terrains communaux à une société d'économie mixte laquelle, par le montant ridicule de son capital initial, lèse le sociétaire principal : la commune de Sapareva Bania !!)

Echanges de terrains et de forêts du domaine de l'Etat et des communes.

…

La situation de la station Borovets, près de Samokov, est pareille. Le 20/10/2004, la société Razvitie 2004 (BULSTAT 131258010) a acquis 43 ha de terrains remembrés dans le voisinage de la station – des terrains qui étaient la propriété exclusive de l'Etat – en échange de 36 ha de terres cultivables éparpillées dans trois régions du nord de la Bulgarie et sous forme de plus de 60 parcelles individuelles ! En dépit de l'illégalité de « l'affaire » et de sa contradiction flagrante avec l'intérêt public, notre demande en nullité auprès des institutions compétentes est restée sans réponse ; à ce jour, les institutions que nous avons saisies continuent à manifester leur arrogance en s'abstenant d'agir comme elles doivent le faire en vertu de leurs fonctions. (V. annexe 9 qui contient la correspondance à ce sujet).
A son tour, Rila Sport n'a pas tardé à se distinguer sur le front de la spoliation. Elle a acquis plus de 170 ha de terrains du Fonds forestier de l'Etat, les destinant à ses projets d'investissement, en échange de forêts et de terres cultivables situées un peu partout en Bulgarie : à Belassitsa et ailleurs. (V. annexe 10) . L'estimation des terrains est à faire ; nous vous informerons de ses résultats.

Danger d'élimination des communes au sein des sociétés d'économie mixte.

Une participation de l'un des sociétaires à moins de 25% du capital (dans les cas énumérés plus haut, c'est la commune) donne des droits particuliers au sociétaire qui en détient la majorité (la société off-shore) : celui-ci peut désormais changer les termes du contrat instituant la société d'économie mixte ; il peut aussi décider de l'adhésion à une société par actions, et par là de l'augmentation ou de la réduction des actions de capital, ainsi que de l'insolvabilité de la société, sans tenir compte de la commune. La Loi du commerce bulgare (art.137.1) prévoit une telle possibilité, et l'expérience nationale montre que la privatisation de la plupart des entreprises d'Etat s'est déroulée suivant ce schéma. Ce qui nous fait appréhender, c'est le pourcentage même de participation des communes – en deçà des 26% - malgré leur apport en nature plus qu'essentiel à la société d'économie mixte. Probablement, une fois les installations de base dans les différentes stations d'hiver construites à l'aide de fonds publics (comme dans le cas de la construction illégale à Panitchichte, commune de Sapareva Bania), la société off-shore augmentera dix fois le capital de la société d'économie mixte, ramenant la participation de la commune à quelque 2,4% des actifs par exemple… Ou bien elle peut augmenter cent fois le capital pour déclarer faillite…, sans omettre de prendre des « crédits » juste avant, lesquels crédits seront remboursés après la vente des terrains communaux et leur achat, probablement à des prix encore plus bas, par d'autres sociétés off-shore qui auront le même propriétaire et « créditeur » inconnu. La législation bulgare laisse beaucoup d'options aux spoliateurs, le système judiciaire en Bulgarie est pratiquement inexistant, par contre le crime organisé a de solides positions jusqu'au sommet des pouvoirs.

L'identité des investisseurs et l'origine de leurs capitaux sont un secret de Polichinelle ; il s'agit de personnalités de l'élite politique bulgare. Dans l'espace public et les médias, les noms des deux gérants de Rila Sport, Dobromira Valerieva Teneva-Dachkova et Tihomir Ivanov Trendafilov, vont de pair avec celui de Georgi Veltchev, frère de l'ancien ministre des Finances Milen Veltchev /*du gouvernement de Siméon de Saxe-Cobourg-Gotha*/. Selon les termes de la Loi du commerce, Dobromira Teneva-Dachkova est une personne liée à Georgi Veltchev et à son frère Milen Veltchev. (V. annexe 11.) Le gérant du Centre de sport et de tourisme Perelik est témoin de mariage /*en Bulgarie, le témoin est considéré comme faisant partie de la famille*/ de la vice-ministre de l'Environnement et des Eaux Lioubka Katchakova. Après l'assassinat du banquier Emil Kioulev, Super Borovets a changé de propriétaire : d'abord, la société Glavbulgarstroï, puis d'autres personnes physiques tenues pour membres du crime organisé et du monde des affaires illicites.

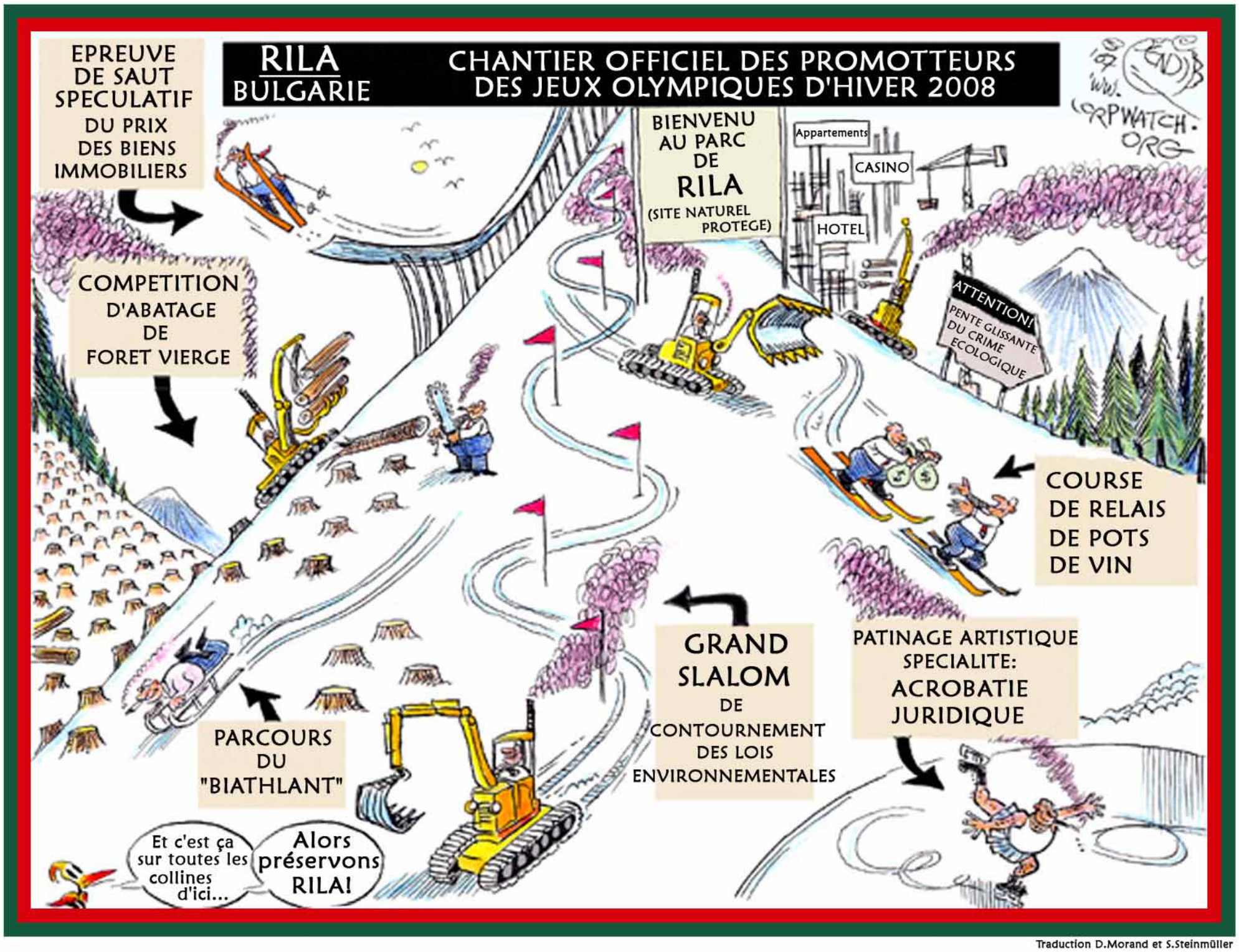
…

Mesdames et Messieurs,

Nous vous prions d'ouvrir une enquête sur les auteurs des crimes décrits plus haut et de communiquer ses résultats au Commissaire de la Justice au sein de la Commission européenne. Nous espérons que la Commission prendra les mesures nécessaires contre le gouvernement bulgare, sans craindre d'aller jusqu'à la suspension du financement, autrement très attendu, de la Bulgarie par les fonds structurels européens. Dans le cas contraire, le crime organisé détruira le patrimoine naturel du pays, probablement en profitant de ce même financement européen au préjudice de la Bulgarie. Les faits mêmes, révélant les nombreux crimes et délits commis impunément par les « investisseurs » avec la collaboration active des institutions, du gouvernement et de la justice, mettent en doute la bonne gestion du financement européen ; à la lumière de ces faits, le détournement des fonds par l'oligarchie paraît inévitable. Nous protestons contre le renforcement du crime organisé par l'argent des contribuables européens dont nous faisons désormais partie.

Coalition d'ONG « Agissons pour une nature pérenne en Bulgarie »

Pour la Coalition :
Konstantin Ditchev
Direction Ressources naturelles
« Balkans Verts », Bulgarie
e-mail : kdichev@greenbalkans.org



Traduction D.Morand et S.Steinmüller